

Association Ecoparc
REMAD – Réseau de management durable

**Après le Covid, quelle résilience pour les
entreprises?**

René Longet
Expert en durabilité

Neuchâtel le 28 avril 2022

- A été membre du parlement suisse et genevois, maire d'Onex, plus de 18'000 habitants -> *insertion institutionnelle.*
- A été membre de la délégation suisse aux Sommets mondiaux du développement Durable de 1992, de 2002 et de 2012
-> *aux sources des contenus.*
- A été directeur puis président d'une ONG dévolue au Développement durable
-> *dans les ONG.*
- Engagé dans les secteurs de l'énergie, la coopération au développement, l'économie sociale et solidaire, la biodiversité et la qualité agro-alimentaire -> *dans la pratique.*
- Forme, communique et informe sur les enjeux du développement durable -> *dans la transmission.*



L'empreinte écologique

Au niveau mondial, nous sommes en déficit croissant depuis 50 ans, en surexploitant les ressources renouvelables, en épuisant les ressources non renouvelables et en vivant sur le dos des générations futures.

On prélève plus qu'il n'en repousse...
En 2030 nous aurons besoin de 2 planètes ... si nous continuons sur la lancée actuelle.

Le «Jour du dépassement» a avancé de 2 mois en dix ans et est aujourd'hui atteint fin juillet (début mai pour les pays industrialisés).

L'empreinte écologique

Sur les 9 « limites planétaires » 4 sont déjà franchies (climat, biodiversité, cycle de l'azote et du phosphore).

Une 5^e vient d'être franchie, c'est l'omniprésence de substances exogènes dans la biosphère.

Le poids de nos productions dépasse désormais celui de toute la biodiversité, divisé par deux depuis le début de la révolution industrielle...

«La consommation suisse par personne est 2,8 fois plus grande que les prestations et ressources environnementales globales disponibles par personne. Nous vivons donc aux dépens des générations futures et d'autres régions du globe». (Office fédéral de la statistique)

-> «DETTE ECOLOGIQUE».

Des besoins de base non satisfaits

- 830 millions d'humains ne mangent pas à leur faim.
- 770 millions n'ont pas pu aller à l'école.
- 900 millions doivent vivre avec moins d'1,9 \$ par jour (seuil de la pauvreté absolue).
- 40% de la population mondiale: - 5,5\$/jour
- 1 milliard de personnes vivent dans des taudis ou habitats précaires.
- 2,4 milliards n'ont pas accès un assainissement correct des eaux usées.
- La moitié n'a pas accès aux soins dont elle a besoin.
- 785 millions de personnes n'ont pas d'eau de qualité potable à disposition.

L'Agenda 2030, une vision

En 1987, l'ONU définit le développement durable:
«Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs».

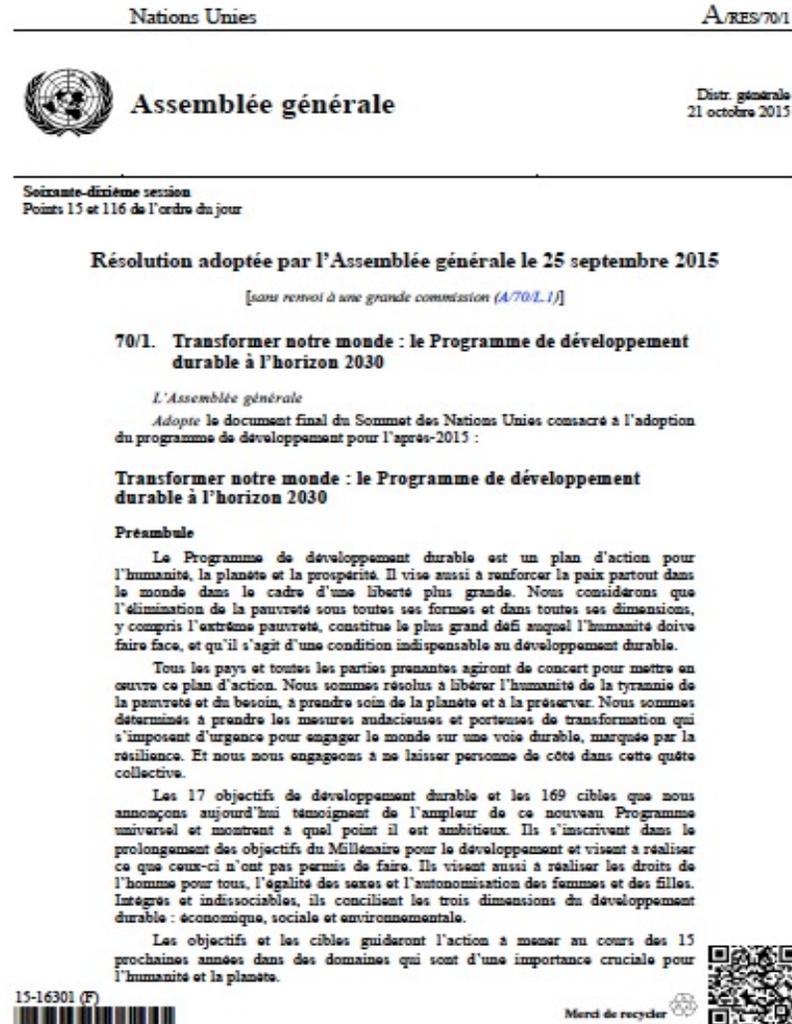
Dans la définition des besoins, on partira des besoins essentiels des plus démunis.

Un cadre aux activités humaines, défini au plus haut niveau international - l'ONU - mais au plus fort de la croyance en l'autorégulation des marchés.

L'Agenda 2030

Adopté fin septembre 2015
par l'AG des Nations Unies
Synthèse fiable
de 30 ans d'engagements
internationaux
en matière de durabilité.

Question-clé : comment
vivons-nous sur cette Terre,
que faisons-nous de cette
Terre
la seule que nous ayons?
L'Agenda 2030
permet de construire
des réponses!



L'Agenda 2030, une vision

L'Agenda 2030 par lui-même:

«Le développement économique et social dépend d'une gestion durable des ressources naturelles de notre planète ».

« La planète Terre et ses écosystèmes sont notre patrie commune ».

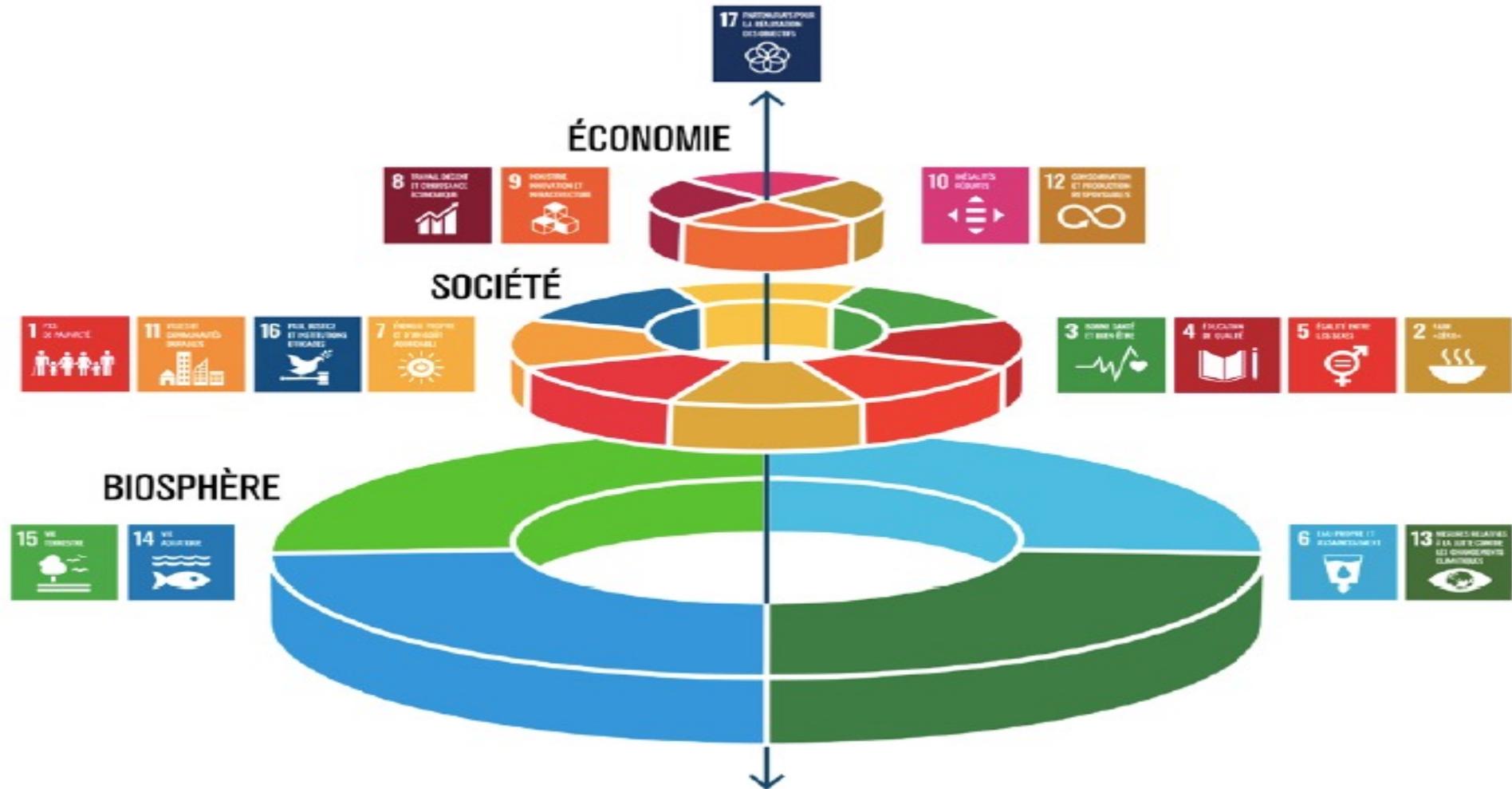
« Ne laisser personne de côté. »

« Libérer l'humanité de la tyrannie de la pauvreté. »

«Un plan d'action mondial pour les 15 prochaines années, (...) une charte pour l'humanité et pour la planète ».

Il doit être « appliqué dans son intégralité d'ici à 2030 ».

Les ODD dans le bon ordre...



1. **Pas de pauvreté**

Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.

2. **Faim zéro**

Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.

3. **Bonne santé et bien-être**

Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge.

4. **Éducation de qualité**

Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité, et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

5. **Égalité entre les sexes**
Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

6. Eau propre et assainissement

Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de manière durable.

7. Énergie propre et d'un coût abordable

Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.

8. Travail décent et croissance économique

Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

9. Industrie, innovation et infrastructures

Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation.

10. **Inégalités réduites**

Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre.

11. **Villes et communautés durables**

Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables.

12. **Consommation et production responsables**

Etablir des modes de consommation et de production soutenables.

13. **Mesures relatives à la lutte contre le changement climatique**

Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.

14. Vie aquatique

Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.

15. Vie terrestre

Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.

16. Paix, justice et institutions efficaces

Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.

17. Partenariats pour la réalisation des objectifs

Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser.

- ODD = simplification et concrétisation = un bon outil de communication.
- ODD = langage commun permettant aux divers acteurs de tirer à la même corde, = un objectif partagé.
- ODD = fédèrent autour de la même plateforme des aires géographiques, des thématiques, des acteurs différents.
- ODD = moyen de faire pression.
- ODD = outil de cohérence des politiques publiques.
- ODD = garantie de ne rien oublier d'important.

Chacun doit faire sa part

Dans la mise en œuvre, il n'y a pas que les Etats mais aussi les 9 « groupes majeurs » ou « grands groupes » des Nations Unies:

- Pouvoirs locaux
- Femmes
- Enfants et jeunes
- Peuples autochtones
- ONG
- Travailleurs et syndicats
- Commerce et industrie
- Communauté scientifique et technique
- Agriculteurs.

*** -> Nous ne nous en sortirons qu'ensemble**

*** Chaque personne/institution doit faire sa part là où elle est, en fonction de ses moyens et responsabilités.**

Pour la mise en œuvre

**Pas de fonds supplémentaires, mais
réorienter les activités et investissements privés et
publics**

**Environ 7'000 milliards de \$ par an, 8-10 % du PIB
mondial.**

***-> la finance durable progresse bien, avec
un rendement raisonnable des montants investis
dans des entreprises durables.***

Catégories

- 1) L'exclusion de certaines activités comme le nucléaire, les armes, le travail des enfants, le fossile.
- 2) L'application de critères d'évaluation, ESG (environnement, social, gouvernance); mais un travail d'harmonisation est indispensable.
- 3) La finance d'impact, investissant dans des activités environnementalement et socialement positives.

Question: faut-il se retirer d'entreprises aux activités non durable ou agir pour les faire changer de priorités?

Durabilité = pas une activité en plus du reste, mais un changement d'orientation des activités existantes!

La durabilité un concept économique

Des changements fondamentaux » de nos façons de produire et de consommer « sont indispensables », Sommet mondial du DD Johannesburg 2002

Pour le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), l'économie durable

«est une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources.»

Durabilité: une reconversion

- Agro-industrie -> agro-écologie, seule façon de nourrir une humanité en nombre croissant sans détruire les sols et la condition paysanne.
- Chimie et plastique -> substances à l'innocuité établie et matériaux sans impact négatif.
- Aéronautique -> le ferroviaire.
- Finance spéculative et hors sol -> finance durable, finance d'impact.

Durabilité: une reconversion

- Fossile et fissile -> énergies renouvelables et sobriété énergétique, nouvelles techniques (exemple: bâtiments positifs).
- Obsolescence et gaspillage -> acheter moins et moins de neuf, utiliser de manière partagée, extraire moins de matières premières, utiliser de manière prioritaire celles que nous avons déjà (« urban mining »). Tout objet doit être réparable ou réutilisable, toute matière recyclable = économie circulaire.
- Sous-enchère globale -> commerce équitable et fondé sur la prise de responsabilité locale (-> rôle des critères d'achat collectifs mais aussi individuels).

Durabilité: une reconversion

- Développer les énergies renouvelables MAIS ne pas les utiliser comme « carburant alternatif » de notre gaspillage -> agir sur notre consommation d'énergie.
- Généraliser l'agroécologie MAIS ne pas continuer de jeter un tiers de la production alimentaire et à manger n'importe comment -> redéfinir notre manière de nous nourrir.
- Voitures électriques à alimentation solaire, MAIS faire autre chose de notre sol que de construire des routes et encore des routes
- -> priorité à la mobilité douce et aux transports publics, réduire les besoins de déplacement.

Durabilité: modifier le cadre de référence

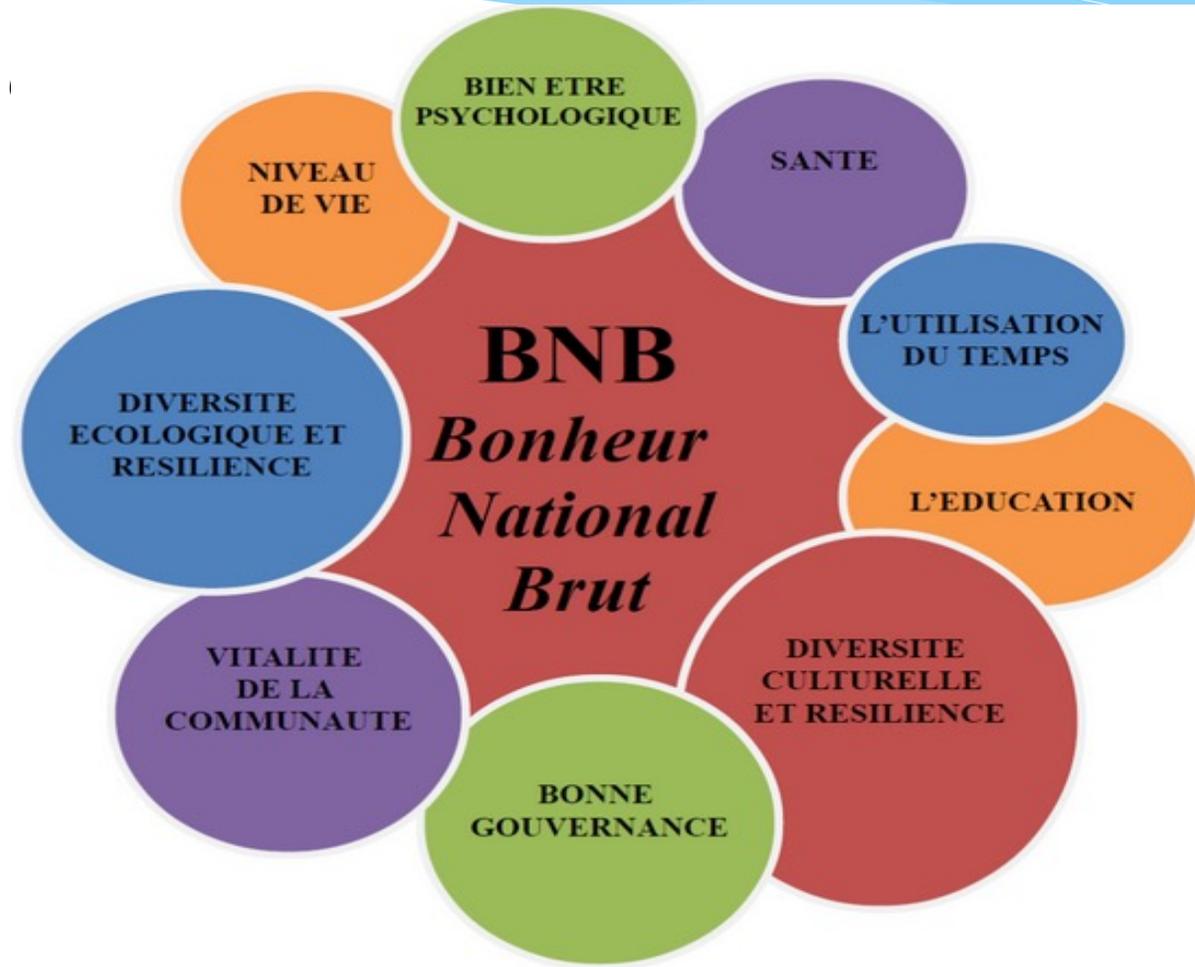
L'indicateur quasi exclusif pour mesurer l'activité économique d'un pays, d'un territoire est le PIB.

Cet indicateur est critiqué depuis longtemps:

Il additionne tout flux *d'argent* sur un territoire, quelles qu'en soient les raisons (un accident autant qu'un produit de qualité), et seulement ce qui a transité par une transaction monétaire (pas les tâches bénévoles, par exemple la prise en charge de personnes au sein de la famille...).

Ni les stocks, ni la répartition des biens, ni l'état des capacités de la nature à soutenir nos activités...

Durabilité: modifier le cadre de référence



Durabilité: modifier le cadre de référence

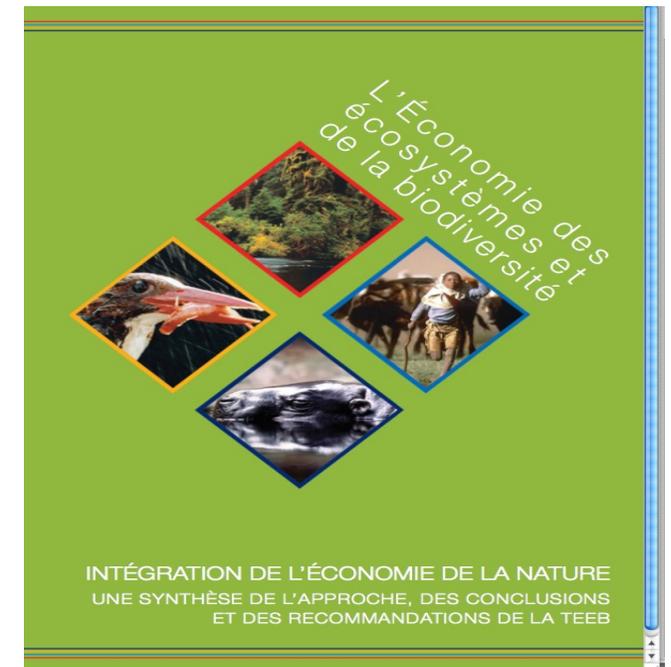
Lancé voici une trentaine d'années par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Indice de développement humain (IDH) pondère le PIB par le taux de scolarisation et l'espérance de vie.

Le PNUD y ajoute désormais «*le niveau d'émissions de dioxyde de carbone et la consommation de matières d'un pays, par habitant*» pour obtenir «*l'IDH ajusté aux pressions exercées sur la planète (IDHP)*».

Le travail de la nature et le capital naturel

L'approche *The Economics of Ecosystems and Biodiversity* ou «Economie des écosystèmes et de la biodiversité» a été lancée en 2007 sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

Il s'agit de recenser les apports de la nature à l'économie afin de pouvoir définir les régulations nécessaires.



Quelques exemples

- Régulation du climat local par les forêts du Cameroun: entre 800 et 2200 \$/ha/an.
- Pollinisation de plantations de café par la forêt tropicale en Indonésie: 46€/ha/an
- Recharge de la nappe phréatique sur Hawaii par les eaux naturelles: 2,63 Mia de \$.
- Rôle des pollinisateurs en agriculture: 577 Mia de \$/an. Pour la Suisse: 360 millions/an pour les seules abeilles.

Au total, 125'000 milliards de \$ = 1,5 fois le PIB mondial! (selon IPV 2018)

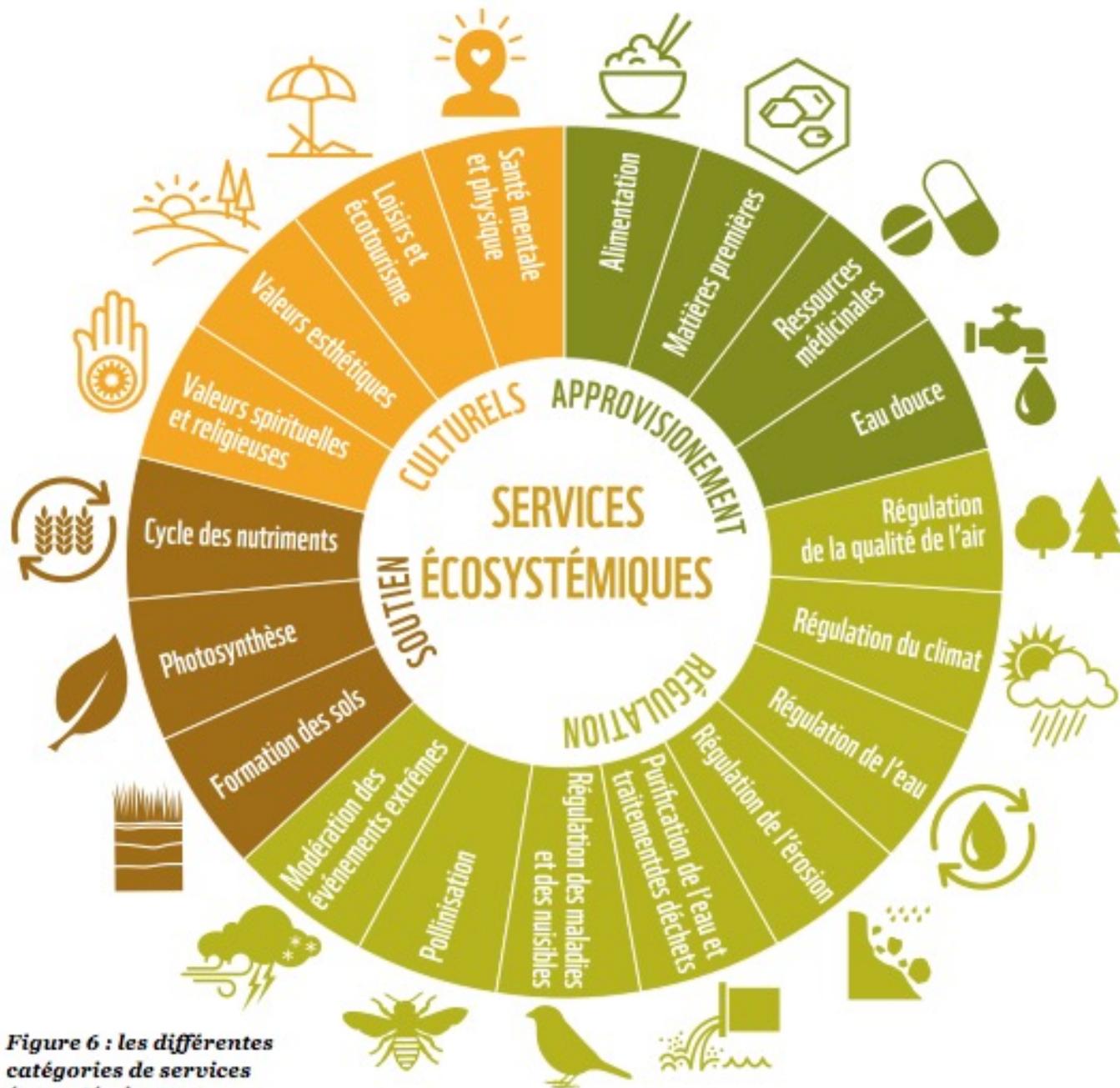


Figure 6 : les différentes catégories de services écosystémiques.

De nombreux coûts (sociaux et écologiques) sont reportés sur autrui et ne sont pas intégrés dans les prix :

- Coûts liés au changement climatique non intégrés au prix des énergies fossiles, de même pour la pollution (eaux, sols, air) due à ces mêmes énergies.
- Coûts liés aux enjeux du nucléaire (démantèlement des installations, accidents, gestion des déchets...)
- Nuisances infligées à des tiers ou à la collectivité et non facturées aux auteurs...
 - **-> là aussi, les comptes sont faussés!**

La mesure des activités économiques

- Rentabilité des entreprises: pas seulement économique, mais aussi écologique et sociale (exemple: B-Corp = Benefit Corporation ou Triple Impact).
- Apport des services écosystémiques: intégrer dans les comptabilités nationales et des entreprises (exemple: contribution des insectes à la pollinisation).
- Externalités négatives: intégrer par des taxes. Externalités positives insuffisamment finançables sur le marché: intégrer par des subventions (exemples: taxe sur le carbone; subventions agricoles ou au rail).
- PIB à compléter par « *des mesures plus larges du progrès* » (Rio + 20).

Environnement ou bases de l'économie?

- Message de la majorité de dirigeants politiques et économiques: la protection de l'environnement nécessite une économie prospère.
- Double erreur!
- Faux de nommer environnement ce qui est la base de toute notre fonctionnement humain, culturel, social, économique : la biodiversité, les océans, l'eau douce, les sols, le climat.
- Faux de ne pas vouloir entendre que sans cela, pas de prospérité ni même d'économie possibles.
- L'économie ne doit pas saper ses propres bases!

- Je prends dans la nature
- Je transforme
- Je jette les déchets de la production et de la consommation.

L'économie ne s'occupe ici que de la transformation. Elle considère par convention comme illimitées les capacités de la nature à produire des ressources et à digérer des déchets.

L'économie circulaire

Écoconception

Considère toutes les étapes du cycle de vie d'un produit (fabrication, distribution, utilisation, valorisation finale), qu'il s'agisse d'un bien ou d'un service, de manière à limiter ses impacts sur l'environnement.

Recyclage

Permet de récupérer les matières premières d'un produit qui n'a trouvé aucun autre usage, pour les réutiliser dans la fabrication de produits nouveaux.

Réutilisation

Consiste à utiliser un objet pour un autre usage que celui qui était prévu au départ ou à démonter des produits afin de récupérer les pièces en état de fonctionnement pour les revendre.



Écologie industrielle et territoriale

Mode d'organisation entre opérateurs économiques d'un territoire consistant à optimiser la circulation et les besoins en énergie et en ressources naturelles par l'échange et la mutualisation.

Économie de fonctionnalité

L'achat du service et de la fonction se substitue à l'achat du produit. Les produits sont alors conçus pour s'adapter à la demande de manière évolutive, et être éventuellement réutilisés par plusieurs utilisateurs successifs.

Réemploi

Permet de remettre dans le circuit économique des biens qui ne correspondent plus aux besoins du consommateur ou propriétaire initial.

Réparation

Donne une vie supplémentaire aux biens en panne ou abîmés, ce qui permet de prolonger leur durée d'usage.

Avec le commerce équitable:

- Davantage d'argent revient au producteur d'origine (agriculteur, artisan) individuellement ou à travers une coopérative.
- Garantie de pérennité des débouchés et de stabilité des prix.
- Le consommateur a une triple assurance: origine; sociale; environnementale.
- 0,5% des échanges mondiaux du secteur agro-alimentaire: très peu mais en croissance (dépend de la demande).
 - -> là aussi, les comptes sont faussés!

Une mutation indispensable

Nous devons réussir une mutation du même ordre que celle qui au milieu du 20^e siècle a permis au monde industrialisé de passer de la pénurie à l'abondance, devenue obsolescence - des objets pour en vendre toujours plus, des humains pour lesquels il y a de moins en moins de perspectives en termes de sens mais aussi d'égalité de chances, de promotion, d'emploi et de revenus - pour aller vers une économie de l'utilité, de l'inclusion et du bien commun, insérée dans les limites planétaires et au service d'une hiérarchie de besoins.

Une clé: les emplois

- L'Accord de Paris: une «*transition juste*» et des emplois de qualité.
- «*24 millions* d'emplois créés à l'échelle mondiale d'ici à 2030 si l'on met en place (...) une économie plus respectueuse de l'environnement». (OIT 2018)
- Aux USA, 8 fois plus de salariés dans les énergies renouvelables (*850'000*) que dans le charbon (100'000). (IRENA 2019)
- «*380 millions* de nouveaux emplois d'ici 2030» par la réalisation de l'Agenda 2030. (ONU 2019)
- *700'000* emplois d'ici 2030 par l'économie circulaire (UE 2020).



UN PLAN DE SURVIE DE L'HUMANITÉ

Le monde se trouve dans une inadéquation profonde entre moyens et besoins, être et avoir, aujourd'hui et demain, Nord et Sud, urgence sociale et urgence environnementale. Le modèle de développement actuel épuise la Terre, nous épuise et accroît, malgré l'abondance de biens, les inégalités locales et globales.

L'humanité est clairement à la croisée des chemins, l'un menant à une planète viable et vivable, l'autre au chaos. Nous le savons : il nous faut modifier fondamentalement nos façons de produire et de consommer. Pour saisir l'opportunité d'un autre avenir, l'Agenda 2030 des Nations Unies nous offre un outil précieux par sa liste de 17 objectifs de développement durable (ODD).

Cet ouvrage vous aidera à analyser les contenus de cet Agenda 2030, en vous proposant un aperçu des thématiques du monde de demain, un état des lieux et des approches visant à lever les obstacles pour atteindre ces objectifs communs.



© L'Union Plus pour la Jouvence

René Longet est un expert reconnu en durabilité. Membre de la délégation suisse aux divers Sommets mondiaux pour le développement durable, il a exercé des responsabilités au sein d'ONG, comme élu parlementaire, puis au sein d'un exécutif urbain. Il s'engage, porté par des valeurs humanistes, sur les enjeux agro-alimentaires, la biodiversité, l'économie durable, la coopération au développement et l'énergie. Il est l'auteur de nombreux titres aux Éditions Jouvence dont *Les fruits et légumes de saison, c'est parti !*



Prix : 16,90 € / 21,90 CHF

ISBN 978-3-039-53-415-9



6



René Longet

René Longet

UN PLAN DE SURVIE DE L'HUMANITÉ

UN PLAN DE SURVIE DE L'HUMANITÉ

Les objectifs de développement durable

